

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/43

5 octobre 2000

(00-4063)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: espagnol

TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 28-29 SEPTEMBRE 2000

Déclaration de la Colombie

Communautés européennes – Catégorie bleue (G/AG/NG/W/17)

La catégorie bleue résulte d'un engagement politique pris pour éviter que les négociations menées dans le secteur agricole ne s'enlisent lors du Cycle d'Uruguay. Dans ce sens, la catégorie bleue est à notre avis un instrument de soutien provisoire que l'on devra éliminer à l'issue des négociations actuelles.

Affirmer que la catégorie bleue n'a pas d'effets de distorsion de la production et du commerce en se fondant sur les arguments peu poussés que présente une étude dont la distribution est limitée semble surprenant, quand on sait que les niveaux octroyés par les deux seuls Membres de l'OMC qui font usage de ces mesures se situent entre 22 et 35 pour cent du total du soutien interne accordé à leur agriculture.

Pour les pays en développement, il est de la plus haute importance d'éliminer la catégorie bleue. Continuer d'en appliquer les mesures, c'est perpétuer les injustices que comporte l'Accord sur l'agriculture. C'est du même coup, en ne soumettant pas ces aides à des disciplines et à des engagements de réduction qui amèneraient à les éliminer, permettre qu'elles continuent à perturber le fonctionnement du secteur agricole.

C'est pourquoi nous réitérons les arguments avancés par le Groupe de Cairns à propos du soutien interne et tendant à supprimer la catégorie bleue dans le cadre du processus d'élimination de toutes les formes de soutien ayant un effet de distorsion de la production et du commerce.

Communautés européennes – Protection des animaux (G/AG/NG/W/19)

Il y a tout lieu de penser que cette proposition vise avant tout à protéger encore mieux la production animale européenne, répondant à certaines normes en matière d'élevage, de transport et d'abattage. De toute évidence, nous pensons qu'il s'agit là d'une nouvelle forme de protectionnisme qui nuit à la pénétration de la production animale, sur les marchés européens, en particulier de celle des pays en développement.

La Colombie a consacré une grande quantité de ressources à la recherche et à la vaccination afin de pouvoir exporter sa viande et son lait. En effet, la fièvre aphteuse qui sévissait dans certaines zones entravait l'exportation de ces produits.

Maintenant que nous en avons la possibilité, que notre viande et notre lait sont de bonne qualité et à des prix compétitifs, nous risquons d'être confrontés à un obstacle commercial sous

prétexte que les bêtes auraient été élevées, traitées ou abattues dans des conditions telles que, de l'avis d'un tiers, elle n'auraient pas été protégées.

Élaborer des accords multilatéraux visant à protéger les animaux, imposer des normes rigoureuses et adopter un étiquetage approprié, cela non seulement déborde le cadre de la négociation dans le domaine de l'agriculture mais se traduira par une augmentation des coûts de production qui nuira à la compétitivité, en particulier dans les pays en développement. C'est dresser des obstacles injustifiés au commerce, dont pâtiront les exportations des produits d'élevage en provenance de ces pays. Les Communautés européennes devraient aussi mesurer l'incidence de cette politique sur le bien-être des populations de ces pays.

Communautés européennes – Concurrence à l'exportation (G/AG/NG/W/34)

La Colombie aussi bien que les Communautés européennes sont préoccupées par le manque de disciplines visant à éliminer les subventions par le biais des crédits à l'exportation, des entreprises commerciales d'État et de l'utilisation de l'aide alimentaire.

Nous sommes prêts aussi à convenir qu'il est discriminatoire qu'existent des disciplines pour les subventions à l'exportation et non pour les autres mesures de soutien.

Toutefois, la Colombie réitère les arguments avancés dans la proposition du Groupe de Cairns relative aux subventions à l'exportation. Elle estime en effet que celles-ci constituent la forme de soutien ayant le plus d'effets de distorsion du commerce des produits agricoles et qu'en tant que telles, elles doivent être éliminées. Aussi, n'est ce pas le fruit du hasard que ce soit les seules mesures de soutien à l'exportation qui sont soumises à des disciplines.

Le fait de mettre sur le même plan les effets des subventions à l'exportation sur le commerce agricole et ceux que provoquent les crédits à l'exportation au même niveau ne doit pas nous écarter du sujet qu'est l'élimination des premières ou nous amener à subordonner le débat à l'élaboration de disciplines pour les seconds.

Dans ce contexte, si nous sommes d'accord sur la nécessité d'élaborer des disciplines pour les crédits à l'exportation, nous n'en pensons pas moins qu'elles doivent être négociées dans le cadre de l'OMC, et uniquement là. Il serait en effet injuste et inéquitable d'adopter des disciplines résultant d'une négociation à laquelle la majorité des Membres de cette organisation n'auraient pas participé.

Groupe de Cairns – Soutien interne (G/AG/NG/W/35)

En tant que membre du Groupe de Cairns, la Colombie appuie intégralement la proposition relative au soutien interne, présentée aujourd'hui. Nous estimons que l'élimination de toutes les formes de soutien interne, y compris la catégorie bleue, qui faussent les échanges et la production, est un élément essentiel du processus de réforme que nous envisageons d'engager dans le secteur agricole.

Il faut souligner trois éléments de la proposition. Le premier est lié à l'équité. Le plus gros du soutien interne qui fausse les échanges vient de toute évidence des pays développés et, de ce fait, la proposition vise à éliminer les disparités afin que ceux qui octroient le plus de soutien aient à fournir le plus d'efforts pour réduire ces disparités.

En deuxième lieu, le renforcement des disciplines pour la catégorie verte et l'élimination de la catégorie bleue visent à libérer les aides accordées à l'agriculture de tout élément ayant des effets de distorsion. On évite ainsi le contournement des engagements de réduction de la Mesure globale du soutien, grâce à l'accroissement de l'appui apporté aux autres catégories et, en même temps, on permet

à la catégorie verte de remplir son véritable objectif, qui est de renforcer le développement rural et agricole au moyen de mécanismes ne faussant ni la production ni les échanges.

En troisième lieu, la proposition reconnaît qu'il est nécessaire de prendre des dispositions concernant le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement afin de répondre aux besoins du développement rural et d'élever le niveau de vie des populations.

La Colombie accorde une importance particulière au traitement spécial et différencié car c'est grâce à cet instrument que nous pourrions atténuer l'incidence du processus de réforme, non seulement en nous appuyant sur les dispositions existantes mais aussi par le biais d'engagements et d'une formule de réduction de la MGS différenciés; soutenir notre agriculture et répondre aux besoins légitimes en matière de développement au moyen d'une catégorie verte améliorée; enfin, soutenir les programmes de remplacement des cultures illicites.

Cuba, République dominicaine et autres pays – Accès aux marchés (G/AG/NG/W/37)

Cette proposition reflète clairement les questions en matière d'accès aux marchés que les pays en développement n'ont pas résolues à l'issue du Cycle d'Uruguay. La complexité de certains systèmes tarifaires, l'existence de crêtes et d'échelonnements et l'absence de transparence dans l'administration des contingents tarifaires sont le résultat non désiré de la tarification.

C'est pourquoi les recommandations formulées dans cette proposition vont dans le bon sens, à savoir la libéralisation des marchés des produits agricoles. En reconnaissant la nécessité d'établir certains éléments du traitement spécial et différencié, cette proposition permet de remédier aux déséquilibres que connaît actuellement le commerce mondial des produits agricoles.

L'élimination des crêtes tarifaires, ainsi que la disparition des échelonnements sont indispensables pour diversifier les exportations des pays en développement, comme il est dit dans la proposition. Si nous n'éliminons pas ces distorsions, nous serons condamnés à exporter des produits agricoles de base, plus vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux, au lieu d'exporter des produits à plus forte valeur ajoutée, susceptibles de se positionner sur les segments les plus rémunérateurs des marchés.

La Colombie a un objectif plus ambitieux en matière de contingents tarifaires: éliminer ceux-ci. Cette tâche pourrait être accomplie en trois étapes: la première, au moyen d'une révision de la répartition du volume actuel des contingents pour que celle-ci reflète les réalités commerciales présentes et non celles de périodes révolues peu représentatives et parfois choisies arbitrairement. La deuxième consisterait à augmenter substantiellement le volume des contingents, et la dernière à ramener les droits hors contingent au niveau de ceux qui s'appliquent à la quote-part.

En ce qui concerne les droits spécifiques, il est clair que ces derniers en viennent au fond à constituer un prix minimum d'importation, ce qui accroît la protection lorsqu'ils s'ajoutent aux droits *ad valorem*. Il faut abolir ces systèmes tarifaires complexes et, lorsqu'on transformera le mécanisme de droits spécifiques en un mécanisme de droits *ad valorem*, il faudra s'assurer que les niveaux de protection soient inférieurs à ceux qui existaient précédemment.

La Colombie est également d'avis que le régime des droits variables doit demeurer un élément du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement car il a permis de répondre de manière appropriée aux fluctuations excessives des prix mondiaux des produits agricoles, sans causer d'effets de distorsion sur le marché intérieur.

Nous sommes aussi en faveur de la libéralisation totale des produits tropicaux. L'Accord sur l'agriculture reconnaît dans cet élément un outil visant à accroître la participation des pays en développement aux échanges mondiaux de produits agricoles.

La mesure de sauvegarde spéciale applicable aux produits agricoles est un autre élément que l'on pourrait prendre en considération dans le cadre du traitement spécial et différencié en matière d'accès aux marchés. On pourrait se borner à l'utiliser au cours de la nouvelle période de réforme, soit jusqu'à ce que l'on atteigne l'objectif de réductions tarifaires convenu lors des négociations.

De même, compte tenu du fait que le soutien interne qui fausse le marché, les subventions à l'exportation et l'accès aux marchés sont étroitement liés, en ce sens que les deux premiers permettent de positionner les excédents de production sur les marchés mondiaux à des prix réduits, ce qui nuit à la compétitivité des produits en provenance des pays en développement et affaiblit les marchés nationaux, il faut donner à ces pays une marge de souplesse concernant les nouveaux engagements en matière d'accès aux marchés. À ce propos, il faudrait étudier au cours de cette négociation la possibilité de ne pas demander aux pays en développement de prendre de nouveaux engagements en matière d'accès aux marchés aussi longtemps que les pays qui soutiennent le plus leur production nationale et leurs exportations agricoles n'auront pas réduit de manière substantielle les subventions à l'exportation qu'ils appliquent et le soutien interne qu'ils accordent et qui fausse les échanges.
